



**A l'annonce du plan Barnier,
Communes de France
a souhaité
connaître le point de vue
de Jean-Pierre Sueur,
maire d'Orléans.**

Communes de France : Quelles sont vos réactions après l'annonce du plan Barnier ?

Jean-Pierre Sueur. Ce plan se situe dans la continuité de ce qui a été préparé par les gouvernements précédents (Cresson, Bérégovoy) ; il y a, donc, une totale continuité dans l'action, ce qui n'est pas sans intérêt.

La logique du tout ou rien de Jean Royer a perdu. J'avais dit pour ma part qu'un compromis était nécessaire. Le problème est d'avoir une position réaliste et globale ; la Loire, ce n'est pas seulement un problème d'hydraulique, son aménagement touche aussi à la culture, au tourisme, et à l'aménagement du territoire.

Ma deuxième réaction est de noter que ce texte met bien l'accent sur la nécessité de prendre des décisions pour protéger les zones inondables ; il faut absolument cesser ce laxisme. Les élus d'Orléans, regroupés dans un syndicat intercommunal, ont adopté un règlement qui fait le distinguo entre les différents types de zones. Je crois que le gouvernement doit en tirer parti au niveau national.

Serre-de-la-Fare est abandonné. Est-ce une bonne décision ?

Pour moi, c'est une bonne idée. Les mesures alternatives à la construction de barrages sont toujours les bienvenues ; les principales difficultés, en terme de sécurité publique, se posent en Loire moyenne, autour d'Orléans et de Tours. Le seul barrage qui peut être écréteur, c'est celui de Veudre, Sa construction est repoussée en 1998. Un vaste programme pour aménager le lit du fleuve est prévu dans le plan Barnier ; cela sera-t-il suffisant ? Je souhaite, pour ma part, que la décision de construire ou de ne pas construire Veudre soit prise le plus rapidement possible.

Le plan Barnier va coûter très cher. Son financement sera-t-il suffisant ?

Il m'est difficile de vous répondre pour le moment. Mais la principale interrogation concerne l'EPALA qui n'a pas encore pris de décision. La majorité de cet organisme est très verrouillée par Jean Royer qui risque de dire "on veut bien financer mais uniquement notre programme". Pour ma part, je constate que quatre gouvernements successifs se sont prononcés dans le même sens ; la logique qui prévaut s'efforce de concilier environnement et sécurité. Nul ne peut arguer, comme Jean Royer, qu'un futur gouvernement serait susceptible de le suivre dans son programme.

Enfin, je me félicite que l'ensemble des institutions concernant la Loire -dont l'Observatoire de la Loire- soient basées à Orléans.